

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'EXTRÊME DROITE NE DOIT PAS ARRIVER AU POUVOIR !

L'extrême droite a cumulé près de 40% des suffrages lors des dernières élections européennes. Le score du Rassemblement national a conduit Macron à satisfaire sa première revendication : prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale ! La situation est très grave : nous pourrions, dès le 8 juillet, avoir un gouvernement d'extrême-droite.

L'extrême droite a toujours été, et demeure plus que jamais, l'ennemie mortelle des travailleurs et des travailleuses, des étrangères, des personnes racisées, des LGBTQIA+ et de la démocratie. Le programme de toutes les extrêmes droites, c'est de préserver les privilèges du patronat et des classes sociales favorisées, en désignant des boucs-émissaires à la colère sociale.

À l'Assemblée nationale, le FN/RN s'est opposé à l'augmentation du Smic, c'est-à-dire aux augmentations de salaire pour les personnels AED et AESH. Son projet pour l'école ? Fin de la gratuité, fin de l'inclusion des élèves en situation de handicap, alourdissement du temps scolaire, sélection sociale accrue, port de l'uniforme, fin de la liberté pédagogique de la maternelle à l'université, « choc des savoirs » XXL. Dans les communes dirigées par le RN, des mesures graves ont été prises : fin de la gratuité des transports pour les familles précaires, pas d'accès au service périscolaire dès qu'un parent est au chômage, baisse du budget des écoles...

Ce projet, ces pratiques, sont à l'opposé du projet que portent notre syndicat et notre syndicalisme : celui d'une école publique, gratuite, égalitaire et émancipatrice, qui prépare à la société démocratique de demain.

Avec le RN au pouvoir, les personnels peuvent dire adieu aux augmentations de salaire, au statut de fonctionnaire et craindre des mesures vexatoires. L'extrême-droite c'est aussi l'attaque contre les syndicalistes. C'est un projet de restrictions de nos droits syndicaux et des libertés publiques, c'est la remise en cause du droit de grève, c'est la limitation de moyens d'expressions et d'actions, dans les instances comme dans la rue.

Pour pouvoir continuer à militer et porter nos revendications, nous sommes donc au pied du mur. L'extrême-droite ne doit pas arriver au pouvoir. Et cela se jouera très concrètement les 30 juin et 7 juillet prochains. Aucune voix ne doit se porter sur l'extrême droite.

Cette situation est d'une exceptionnelle gravité, notamment dans le Gard où 4 député.es sortant.es sur 6 sont au RN et où ce parti obtient des scores très importants. C'est pourquoi la fédération SUD éducation et SUD éducation 30-48 considèrent qu'il faut renforcer l'unité et s'associer à tous les appels unitaires intersyndicaux, y compris en appelant à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire. C'est en conscience et en responsabilité, sans abdiquer leur indépendance et tout en restant combatifs et vigilants, que la fédération SUD éducation et SUD éducation 30-48 appellent à s'engager dans la dynamique du Nouveau Front populaire. Qu'importe l'issue, ces élections ne sont pas une fin en elles-mêmes et nous continuerons à lutter pour nos revendications en toute indépendance des partis, au-delà du programme du Nouveau Front populaire.

**Battre le fascisme dans la rue et dans les urnes
en soutenant le projet du Nouveau Front populaire.**

Dans l'unité, pour gagner contre l'extrême droite !